

# Lutte de classe

## Tous ensemble pour en finir avec le capitalisme.

Tous les dirigeants syndicaux et politiques du mouvement ouvrier se disposent dans une perspective réformiste : vivre mieux en régime capitaliste. Est-ce vraiment sérieux ? Est-ce vraiment encore possible en régime capitaliste ? Le programme antisocial du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner prouve le contraire. L'actualité sociale internationale nous prouve quotidiennement le contraire. Alors il faut une nouvelle fois se poser la question que les dirigeants ne veulent surtout pas entendre parler : est-ce vraiment cela l'objectif du mouvement ouvrier ou combattre pour l'abolir, pour prendre enfin notre destin en mains ? Et encore, il faut préciser que ce vivre mieux ne s'adresse qu'à certaines classes ou couches privilégiées de la population, dans le cas contraire il faudrait qu'on nous explique comment se fait-il qu'il y ait dans ce pays plus de 7 millions de travailleurs pauvres et 4 millions de retraités qui croulent sous la misère si les « réformes » profitaient à tous.

Ne parlons même pas des 2 milliards qui doivent vivre avec moins d'un dollar par jour à travers le monde, du moment que chez nous ça va, le reste on s'en fout, mais le reste vous rattrape aujourd'hui et c'est tant mieux. Il est tant d'en finir avec cette hypocrisie et cet état d'esprit individualiste, cette bonne conscience dans laquelle chacun tend à s'enfermer, car aucun travailleur n'échappera au destin tragique que réserve le capitalisme à l'humanité. La révolution socialiste sera internationaliste ou ne sera pas, avis au pseudo trotskistes social-chauvins, aux réformistes nationalistes, aux intellectuels corporatistes...

Faudrait-il être solidaire aveuglément des patrons-buralistes, des patrons-coiffeurs, des patrons-taxis, des patrons-viticulteurs, des patrons-agriculteurs et des patrons-éleveurs, des patrons-pêcheurs, des patrons-routiers, etc. ? Ils ont décidé de jouer aux patrons, aux petits capitalistes, c'est leur choix, qu'ils en assument la responsabilité jusqu'au bout.

Si les contradictions du capitalisme atteignent un niveau qui remet en cause leur existence, c'est parce que le capitalisme n'est plus en mesure de leur permettre de vivre de leur travail, ils sont logés à la même enseigne que la classe ouvrière, par conséquent, ils doivent disparaître avec le capitalisme, car s'ils devaient survivre en dépendant de l'Etat ou de l'Union européenne, il est évident qu'en retour ils seraient tentés de soutenir politiquement les représentants du capital dont dépend leur survie, alors que le prolétariat combat ces partis politiques.

S'ils veulent continuer leur activité, ils n'ont pas d'autre choix que de se ranger au côté du prolétariat pour mettre fin au capitalisme. Dans ce cas-là, le gouvernement ouvrier qui sera issue de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat une fois le gouvernement et les institutions de la Ve République renversées, prendra toutes les mesures nécessaires pour leur permettre de vivre décemment de leur travail en leur assurant un revenu minimum égal à 2 000 euros par mois (par exemple), à condition de s'engager à cesser toute activité nuisible à l'environnement et à la population... (Pêche, élevage, agriculture intensive, pollution des terres et des rivières, etc.)

Quelle que soit la profession ou le métier que l'on exerce, il est légitime d'exiger en retour de pouvoir en vivre décemment. Par contre, il est inacceptable que ce droit ne soit pas reconnu à la TOTALITÉ des travailleurs manuels ou intellectuels, de la ville ou la campagne de ce pays, comme il est inacceptable qu'une partie de la population puisse continuer de vivre normalement grâce à des aides de l'Etat ou de l'Union européenne pendant que des millions de travailleurs et retraités croulent sous la misère.

La solidarité entre tous les travailleurs quel que soit leur statut doit se traduire par un front commun sous la direction du prolétariat pour en finir une fois pour toute avec le capitalisme qui nous étouffe un peu plus chaque jour ou nous réduit à la mendicité. Qui ne comprend pas que la régression sociale dans tous les domaines depuis des décennies est le produit de la faillite du système capitaliste ? Quand quelque chose ne fonctionne plus, on le remplace, et bien c'est la même chose qu'il faut faire avec le capitalisme, c'est aussi simple que cela.

Pour en finir avec le capitalisme, il faut commencer par chasser Sarkozy et son gouvernement à la solde du

capitalisme. Il faut prendre le pouvoir en constituant à travers tout le pays nos propres organismes politiques intégrant les partis politiques qui soutiennent notre combat. Ainsi nous nous donnerons les moyens d'engager les changements radicaux que réclame la situation pour pouvoir engager les réformes économiques, sociales et politiques qui correspondent aux besoins de l'ensemble des travailleurs de ce pays. Rien ne sera possible si nous ne nous engageons pas dans la voie de l'abolition du capitalisme, car tant qu'une infime minorité de capitalistes détiendront les principaux moyens de production, il demeurera impossible de satisfaire les besoins du plus grand nombre.

Je ne l'ai pas encore dit, mais si aucun parti ouvrier révolutionnaire ne combat avec détermination dans cette perspective politique, s'il ne montre pas consciemment la voie à suivre, il n'y a aucune chance qu'elle se réalise un jour. La construction de ce parti est donc déterminante, c'est notre priorité absolue.